

Merci chers membres du Forum et chers collègues de la société civile.

Mon nom est Jennifer Castello, je vous remercie de l'opportunité de pouvoir faire cette déclaration ici au nom des populations autochtones Batwa du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo.

La communauté Batwa est un peuple autochtone et l'une des minorités les plus marginalisées de la RDC. Traditionnellement une société de chasseurs-cueilleurs, leur culture et leurs traditions anciennes sont inextricablement liées à leurs terres ancestrales situées dans les forêts des Grands Lacs. Dans la région du Sud-Kivu en RDC, les Batwa vivent depuis des temps immémoriaux dans la zone aujourd'hui appelée le Parc National Kahuzi-Biega. En 1970, le gouvernement a promulgué une loi créant le Parc à la demande de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), qui a conduit à l'éviction de nombreux membres de la communautés Batwa. En 1975, le gouvernement a augmenté la superficie du Parc par 10, entraînant de nouvelles expulsions et restreignant l'accès des Batwa à leurs terres ancestrales, sans aucune compensation ni même sans leur consentement ou consultation préalable. A été alors mis en place ce que l'on appelle aujourd'hui communément un système de 'conservation forteresse'.

Un mode de conservation international basé sur la conviction que la protection de la biodiversité est mieux réalisée en créant des aires protégées où les écosystèmes peuvent fonctionner à l'abri des êtres humains. Cela suppose donc que les populations locales utilisent les ressources naturelles de manière irrationnelle et destructrice et que cela entraîne par conséquent, une dégradation de l'environnement. Cela se caractérise en pratique par la création d'une aire protégée dont les populations locales doivent être exclues ; l'instauration de gardes du parc patrouillant les limites et utilisant souvent la coercition et la violence pour évacuer tout être humain ; et enfin que seul le tourisme, les safaris et la recherche scientifique sont considérés comme des utilisations appropriées des aires protégées. Bien que les expulsions soient effectuées au nom de la conservation, les conséquences pour les populations autochtones sont dévastatrices notamment sur leurs moyens de subsistance mais aussi pour leurs cultures et mode de vies traditionnelles. Cela conduit à des violations flagrantes des droits de l'homme - pas seulement des exécutions extrajudiciaires, arrestations, viols ou tortures souvent aux mains des écogardes, mais aussi du droit à la terre et aux ressources naturelles, à la culture, à la religion et au développement pour ne citer que ceux-là. En Afrique, par exemple, la conservation est la principale menace pour les populations autochtones.

Dans le cas du Parc National Kahuzi-Biega, les Batwa ont été violemment chassés sans sommation et forcés de trouver refuge parmi des communautés villageoises non Batwa autour du parc. Ils vivent depuis dans une extrême pauvreté, ne disposant plus des ressources offertes par la forêt, source de nourriture, de médicaments et de combustible mais aussi terres sacrées de traditions et de culture.

À ce jour, plus de 50 ans après les premières expulsions, la RDC n'a toujours pas fourni de réparation adéquate et face aux promesses non tenues, certain membre de la communauté se sont réinstallés dans le parc des 2018 afin de subvenir à leurs besoins les plus basiques. Une politique de terreur a été mise en place depuis 2019 et jusqu'à ce jour afin de chasser les Batwa de leurs terres et de dissuader les autres d'y retourner. MRG et ses partenaires ont documenté dans une enquête de plus de 18 mois intitulée 'Purger la forêt par la force' et publié début avril, les exactions commises contre les populations Batwa par des gardes du parc et des soldats de l'armée congolaise qui ont tué au moins 20 Batwa, violé en groupe au moins 15 femmes et déplacé par la force des centaines d'autres, après que leurs villages eurent été réduits en cendres. Ces opérations de grande envergure ont été commises au nom de la conservation et menées par les autorités du parc financés directement et formés par les gouvernements allemand et américain et l'organisation internationale de conservation, Wildlife Conservation Society (WCS).

Par conséquent, nous demandons au bureau du Rapporteur spécial de lancer une enquête indépendante sur ces violations des droits de l'homme contre le peuple Batwa et nous appelons plus globalement les gouvernements à adopter des modèles de conservation inclusifs des populations autochtones, de reconnaître leurs contributions et leur savoir-faire en termes de protection de la biodiversité et de mettre en place des systèmes de contrôle des financements et de création des parcs respectueux des droits des peuples autochtones et droits de l'homme.

Jennifer Castello
Minority rights group international